

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

NOUVELLES POLITIQUES
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

SECONDE ANNÉE RÉPUBLICAINE.

DUODI 2 de Mois Primaire.

Ère vulgaire.

Vendredi 22 Novembre 1793.

Le Bureau des *Nouvelles Politiques*, &c., Feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue S. Honoré, vis-à-vis l'ancien hôtel de Noailles, n^o. 1499, près les Jacobins. Le prix de la souscription est de 42 liv. par an, de 21 liv. pour six mois, &c. de 12 liv. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être *chargées*, attendu le grand nombre de lettres qui s'égarent, & adressées franches au citoyen FONTANILLE, Directeur de l'Abonnement, qui commencera dorénavant le 1^{er}. de chaque mois (nouveau style). Ceux qui voudront s'abonner dans le courant d'un mois, ajouteront au prix du trimestre, du semestre ou de l'année, deux sols par feuille pour chacun des jours qui resteront à s'écouler jusqu'au premier du mois suivant (nouveau style).

Les Souscripteurs dont l'abonnement expire le premier Décembre prochain, sont invités à renouveler avant cette époque, s'ils ne veulent point essuyer d'interruption. Comme on se propose de dater leur abonnement du 1^{er}. *primaire*, qui tombe dix jours avant le 1^{er}. décembre, ils voudront bien retenir 25 sols sur le prix de la souscription, pour indemnité des dix jours que cette nouvelle forme leur fera perdre.

AMÉRIQUE.

DE LA JAMAÏQUE.

Kinston, le 17 août.

Les hostilités entre l'Espagne & la France ont exposé à de très-grands malheurs beaucoup de François habitans de la Havane. Par un ordre émané de la cour de Madrid, tous les François, négocians ou autres, habitués depuis moins de six ans, furent obligés de quitter cette île, avec défense d'y retourner avant la fin de la guerre. Ces François se retirent pour la plupart dans l'Amérique septentrionale, en emportant avec eux toutes qu'ils peuvent ramasser de leurs propriétés.

Un officier françois, prisonnier sur parole à Spanish-Town, fut escorté ici dimanche dernier par un détachement de dragons, & mis en prison pour avoir employé les termes les plus insultans & les plus infâmes au sujet de notre *souverain* & du gouvernement britannique.

Il vient d'arriver heureusement dans cette île plusieurs vaisseaux marchands venant de Londres, de Bristol & Liverpool, ainsi que plusieurs autres venant de la côte de Guinée & chargés d'esclaves qui ont été vendus à un haut prix, vu que les noirs commencent à manquer.

PORTUGAL.

De Lisbonne, le 4 novembre.

Il paroît certain que notre cour, conjointement avec celle de la Haye, a conclu une trêve d'un an avec le dey d'Alger. Déjà plusieurs corsaires de cette dernière nation ont passé le détroit de Gibraltar pour aller croiser dans l'Océan; cette circonstance est malheureuse pour les Américains, dont les bâ-

timens de commerce courent grand risque d'être surpris par ces corsaires aux atterrages d'Europe.

La cour avoit envoyé une flotte à Portsmouth, sans que le ministre britannique lui eût demandé; cette destination avoit deux objets, l'un de former nos marins aux manœuvres de l'escadre angloise, l'autre étoit de prendre des vivres dans les magasins anglois, au cas que cette flotte eût agi avec les forces maritimes de l'Angleterre; mais ce secours n'ayant pas été jugé nécessaire par le ministre britannique, on apprend que notre flotte va rentrer dans notre port, & qu'elle a pris seulement en Angleterre des provisions dont nous tiendrons compte aux Anglois. La difficulté pour eux de tirer cette année des vins de Bordeaux, a fait renchérir nos vins de Porto, dont on a tiré une plus grande quantité qu'à l'ordinaire.

La levée de 6000 hommes qu'on a fait ici pour les envoyer comme auxiliaires des Espagnols dans la Catalogne, a porté préjudice à notre agriculture en la privant de beaucoup de bras utiles, & la guerre, à peine commencée par nous, nous fatigue déjà, d'autant plus qu'elle est absolument sans objet pour la cour comme pour la nation; qu'importe-t-il en effet à l'une & à l'autre que la suprématie maritime que s'est arrogée l'Angleterre soit augmentée? N'avons-nous pas déjà assez souffert de celle qu'elle a eu jusqu'à ce jour. Aussi dit-on que la part que nous avons prise à cette guerre n'a été que la suite d'une complaisance de nos ministres pour la cour de Madrid, qui fait des vœux secrets pour se retirer de la coalition. Deux puissances prépondérantes, l'une par terre, l'autre par mer, peuvent seules s'en promettre quelques fruits, si la liberté & l'énergie françoise les leur laissent cueillir. Jusqu'ici rien n'est moins apparent. Mais ce qui est incontestable, c'est que toutes les puissances attachées à la coalition par l'Angleterre & par l'Autriche, commencent à se sentir fatiguées d'une guerre dont aucun événement ne peut leur offrir une chance vraiment utile.

ANGLETERRE.

De Londres, du 3 au 8 novembre.

Le mois dernier, il a été conclu un nouveau traité entre l'Angleterre, l'empereur & la Prusse, relativement aux affaires actuelles de l'Europe. Ce traité n'est, à proprement parler, qu'une extension du premier; les puissances alliées s'y engagent de plus fort à accélérer les opérations militaires de concert, & à ne mettre bas les armes que quand la France se sera donné un gouvernement stable, & avec lequel on puisse traiter en toute sûreté. L'anxiété de Pitt, (dit un de nos papiers les plus estimés) pour rétablir la monarchie en France, est le pendant de la folie de notre gouvernement, quand il a commencé la guerre actuelle. Qu'on nous dise ce qu'a jamais fait le monarque de France en notre faveur, qui doit nous engager à prendre les armes en faveur des siens? Les intrigues de sa cour nous ont souvent enervés dans des guerres ruineuses; & c'est au dernier roi des François & à la politique astucieuse de son cabinet, que nous devons attribuer la dette énorme que nous avons contractée pendant la guerre de l'Amérique. Aujourd'hui nous n'avons rien de pareil à craindre: les gouvernemens républicains sont naturellement pacifiques, par la raison que l'ambition d'un seul n'y peut pas contrarier la volonté de tous; il est donc de l'intérêt de la nation angloise que la France conserve sa forme républicaine.

Que cette forme de gouvernement soit solidement établie, qu'elle soit ferme au dedans, elle sera respectable au-dehors; & alors les puissances étrangères, qui ont & qui auront toutes des relations nécessaires de politique & de commerce avec la France, s'empresseront à la reconnaître; & la paix, dont tous les peuples de l'Europe ont un si pressant besoin, ne tardera pas à se montrer.

Telle est la voix de la sagesse, de la saine politique, de celle de la raison: elle seroit toujours entendue par les hommes éclairés, si la politique fautive & désastreuse de quelques ambitieux, désignés sous les noms de ministres & de courtisans, ne l'étouffoit avec un art perfide. Cet art sensible manqua à Pitt lui-même dans ce moment; il n'a rien négligé pour semer la corruption dans tous les cabinets de l'Europe: aux uns, il a prodigué des promesses, aux autres des menaces, à tous de l'or; & il leur a ainsi appris le besoin qu'avoit l'Angleterre de leur assistance pour l'exécution de ses desseins ambitieux & tyranniques: il a redouté aussi l'exemple & l'énergie de la France devenue libre & républicaine; & c'est en conséquence de cette crainte qu'il a alié dans son sein, de toutes les manières, le désordre & la trahison. Enfin, tous ces moyens lui laissant aujourd'hui encore de vives inquiétudes, il tremble de voir des puissances éloignées rester neutres; & voici le paragraphe atroce qu'on lit dans un de nos papiers ministériels, du 4:

« Il est devenu d'une justice indispensable que la Suède & le Danemarck soient forcés de se déclarer pour ou contre la France: quand la tempête gronde, & que l'équipage a besoin de secours pour sauver le bâtiment, il est nécessaire qu'il contraigne les passagers à travailler pour le salut commun. »

Si la raison avoit quelque accès auprès de la fureur despotique de Pitt & de ses écrivains, ne lui droit-elle pas que le salut commun des nations neutres ne peut se trouver dans leur assistance forcée à l'exécution des projets de l'Angleterre; que le ministre britannique, avant de pousser le vaisseau de l'état dans la région des tempêtes, devoit considérer si son propre équipage étoit suffisant pour le sauver; & que la

(6)

justice qui prétend forcer les nations éloignées & neutres à venir à son secours, dans le danger volontaire où il s'est mis, est la plus souveraine iniquité connue.

Le bruit se répandit ici, le 3 de ce mois, qu'une armée de 100 mille hommes étoit assemblée à Cherbourg, pour exécuter le projet d'une invasion en Angleterre: on croit que c'est sur les côtes de Dorsetshire que la descente aura lieu; il faudra, disent nos papiers, qu'elle soit très-prompte; sans cela, nos escadres pourront la rendre fatale à l'ennemi.

On loue plus que jamais la conduite du lord Howe, qui est rentré pour la quatrième fois à Torbay. S'il n'a pas cru être en état de battre l'escadre françoise quand elle a tenu la mer, il doit à plus forte raison se tenir sur la défensive, actuellement que les sans-culottes françois persistent dans le dessein de tenter une descente en Angleterre. Les milices de Rusland & de Radnor qui avoient quitté Douvres, ont eu ordre de rentrer dans les cantonnemens qui leurs avoient été assignés aux environs de cette place.

Du Morning-Herald. Il est arrivé ici, le 2 au soir, un messager de la part de sir Charles Grey, qui annonce l'heureuse arrivée à Ostende de dix-huit vaisseaux contenant plus des deux tiers des troupes qui ont reçu l'ordre de s'embarquer à Portsmouth.

A onze heures il en est arrivé un autre du quartier-général du duc d'York, proche Courtray. Les François, dit-il, loin de réussir dans leur attaque sur Courtray, ont été repoussés deux fois, le 27 & le 28; leur perte s'évalue à 1200 hommes. Il ne paroît pas que le gros des deux armées ait pris part à cette affaire, qui autrement auroit été plus décisive. Le 31, l'armée britannique devoit se mettre en marche pour chasser l'ennemi de sa position; de sorte qu'il est probable qu'elle a déjà livré la bataille qui devoit délivrer la Flandre autrichienne. On dit que l'armée du duc d'York monte à 26 mille hommes.

Le quartier-général du prince de Cobourg est à Solesmes, derrière Landreci. Le corps qu'il a laissé à Bavay & à Barlaimont, pour observer les François de l'autre côté de la Sambre, est commandé par le général Clairfayt: un autre corps est placé sur la rive droite de la Sambre, du côté de la Somme. Cette position a le double avantage d'intercepter les convois qui pourroient être envoyés de Lille & Douai à la grande armée, & d'empêcher le général Jourdan de faire passer des secours dans les villes de la Flandre occidentale qui pourroient être attaquées par les alliés.

On croit, d'après cette disposition, que le duc d'York doit attaquer incessamment le camp de Cassel, qu'on dit réduit à 8000 hommes, & qui ne peut recevoir de secours de la grande armée; sans que préalablement le général Jourdan ne livre bataille au prince de Cobourg.

D'un autre côté, on écrit que le quartier-général du duc d'York est toujours à Cambrin; & il n'est rien arrivé d'important depuis l'affaire de Marchiennes; probablement notre armée va bientôt prendre des quartiers d'hivers, & S. A. R. retournera dans peu en Angleterre.

Hier il y a eu à Spitalfield une émeute qui a obligé les magistrats de cette ville d'appeler les troupes de ligne à leur secours.

Les personnes qui se sont assemblées dernièrement à Hakeney, s'y sont conduites de la manière la plus franche & la plus constitutionnelle; ils ont invité les magistrats même à assister à leurs délibérations, dont l'objet étoit uniquement d'obtenir une réforme parlementaire.

Le or
la républ
Le citoy
pour le
filme &
les torts
neur de
nous bre
françoise
bonheur.

L'arra
mouvem
de Berm
poliée e
dent au
marches
qu'il y

On é
ment ex
suivre l
bravou
craintes
plus. O
Holland
partir p
culpé.

Pour
minés,
postes a
dent de
très-fré
cages. I
ainsi har
détache
depuis c

Des r
gouvern
nales,
menté l
bitaire
qu'ajout
vent é
justes q
de tous

La ci
traduite

Barn
tionnai
jugeme

La s
objets
une pé
tration
aient u
be soin
minist
blique
telires
de sub

FRANCE.

De Paris, le 2 frimaire.

Les ordres sont partis pour rappeler Genest, ministre de la république française auprès des Etats-Unis de l'Amérique. Le citoyen Fauchet, secrétaire du conseil exécutif, est nommé pour le remplacer: ce citoyen, dont on connoit le patriotisme & l'esprit conciliant & éclairé, s'empresse de réparer les torts & les erreurs de son prédécesseur qui, par la hauteur de son caractère & l'exagération de ses principes, a failli nous brouiller avec un peuple libre qui chérit la république française, & qui s'intéresse à son affermissement & à son bonheur.

L'armée commandée par Cobourg vient de faire un léger mouvement en avant, & son quartier-général a été transféré de Bernerain à Engle-Fontaine. Cette armée est actuellement postée entre Landrecy & Cambrai: ses avant-postes s'étendent au loin dans la campagne; il y a des mouvemens & des marches dans l'armée commandée par Jourdan, & on croit qu'il y aura bientôt une affaire importante.

On écrit de Lille que les troupes hongroises sont tellement excédées de fatigue & de misère, qu'elles ne peuvent suivre l'armée; on est obligé de les renvoyer dans leur patrie; beaucoup sont hors d'état de soutenir leur route. Les mêmes craintes agitent les cours de l'Europe; elles ne les cachent plus. On attend avec impatience un renfort de Hessois. Les Hollandois avoient manifesté le desir de se retirer; on les a fait partir pour la ville de Namur; mais Beaulieu, qu'ils ont inculé, n'en veut point.

Pour nous, nous sommes toujours bien unis, bien déterminés, & dans l'attente du jour des vengeances. Nos avant-postes attaquent journellement ceux de l'ennemi, qui hasardent de se rapprocher de nous; & dans ces escarmouches très-fréquentes, nous remportons toujours quelques avantages. Il y a tout lieu de croire que les soldats des despotes, ainsi harcelés, se sont déterminés à s'éloigner un peu; car nos détachemens & nos grandes patrouilles n'en ont point rencontré depuis quelques jours.

Des nouvelles sûres de Flandre nous apprennent que le gouvernement autrichien, après des perquisitions inquisitionnaires, a fait enlever ceux qui ont été soupçonnés d'avoir formé l'insurrection, & d'y avoir contribué. La violence arbitraire & tyrannique des recherches & des enlèvemens n'a fait qu'ajouter à la fermentation. Ces mesures de sévérité ne peuvent être utiles qu'alors qu'elles sont justes, & elles ne sont justes que lorsqu'elles découlent du vœu général pour la sûreté de tous.

La ci-devant duchesse d'Orléans a été conduite à Paris, & traduite au Luxembourg.

Barnave a subi un interrogatoire secret: le tribunal révolutionnaire doit s'occuper aujourd'hui de l'instruction & du jugement de son procès.

La société des Jacobins ne cesse de s'occuper de grands objets de salut public; elle doit présenter à la convention une pétition pour demander le renouvellement de l'administration des monnoies, & que les membres de la commission aient un gendarme chacun pour les garder. Il n'est pas besoin de rappeler, a dit Hébert, les maux que cette administration a fait à la France; elle a fait sortir de la république toute la monnoie qui a servi à foudroyer tous les satellites de l'Autriche; elle a arrêté l'esprit public en refusant de substituer aux types anciens, ceux de la république.

Léonard Bourdon a instruit la société que cette commission qui auroit tout fait il y a quinze jours pour décrier la mémoire de Marat, se proposoit de célébrer la fête de l'inauguration du buste de ce martyr de la liberté. Nous devons, a-t-il dit, pour l'honneur de la révolution & pour ceux qui sont morts pour elle, empêcher cette espèce de sacrilège. Cette proposition a été acceptée.

Léonard Bourdon a ensuite fait une motion qui atteste son patriotisme & ses principes d'humanité: il a demandé que les vêtements & couvertures déposés au Mont-de-Piété qui se trouveront ne valoir que jusqu'à la concurrence de 50 livres, soient rendus aux pauvres citoyens qui les ont déposés. Cette motion a été justement applaudie & adoptée.

COMMUNE DE PARIS.

Suite de la séance du 29 brumaire.

Un membre annonce que l'argent est au pair des assignats, & que bientôt il perdra sur les assignats. (Vifs applaudissemens).

Chaumet annonce que les acteurs employés au théâtre de la femme Montansier, rue de la Loi, la plupart bons patriotes, peres de famille, se trouvent privés de leur existence par la fermeture de ce théâtre; ils desireroient continuer d'exercer leur art; ils promettent de payer de leurs fonds, un poste supplémentaire de pompiers, qui seroit cessé toute crainte sur la proximité où est ce théâtre de la bibliothèque nationale. Sur leur demande, & sur le réquisitoire du procureur de la commune, le conseil arrête,

1°. Que les artistes du théâtre, situé rue de la Loi, continueront d'exercer leur art, en se soumettant aux précautions sus énoncées, & en ne donnant pas des pièces à grand feu;

2°. Ils n'exerceront que provisoirement, & jusqu'à l'organisation définitive des théâtres de la république;

3°. Ils passeront incessamment à la censure du conseil-général.

Le procureur de la commune donne lecture de trois décrets bienfaisans, en date du 15 brumaire. Le premier porte, que les veuves des citoyens assassinés au Champ-de-Mars auront les mêmes secours que les veuves des citoyens morts aux frontières. (Applaudi) Le second qui porte que, les citoyens seront invités à faire des offrandes à la patrie, en bas, souliers & chemises, pour ses défenseurs. Le conseil arrête sur ce décret, que les sections tiendront un registre pour inscrire ces offrandes, le troisième qui porte, qu'une statue en bronze sera élevée à J. J. Rousseau, sur la place de la Victoire Nationale. Le conseil nomme des commissaires pour presser auprès du ministre de l'intérieur, l'exécution de ce décret relatif à l'ami du Genre-Humain.

CONVENTION NATIONALE.

(Présence du citoyen Lalo.)

Suite de la séance du 30 brumaire.

Tonné, ci-devant évêque du département du Cher, écrit que toujours l'ennemi du fanatisme, il s'est dépouillé avec la plus vive satisfaction du caractère dont l'avoit revêtu ce monstre.

Montaut annonce l'évasion de Julien de Toulouse, dont l'arrestation avoit été décrétée en même-tems que celle de Charbot, Bazire & Delaunay.

Saccador, évêque des Baïlles-Alpes, a été arrêté par les soins du représentant Dartigoyte. Ce prélat s'étoit fait, dans le tems, le protecteur de Louis Capet, & étoit devenu par suite l'ami des girondins & des fédéralistes.

Deux voitures de fourrages, destinées pour Strasbourg, se trouvoient arrêtées à Sauffure, faute de chevaux pour les conduire : seize sans-culottes de cette commune, peres de famille, se sont présentés aussi-tôt : huit d'entre eux se sont attachés à chacune des deux voitures & les ont traînées, pendant quatre jours, à une distance de vingt-deux lieues, jusqu'à Colmar : ni une route difficile, ni une pluie presque continuelle, ni les insultes dont ils ont été assaillis dans les chemins n'ont pu les arrêter. Ce trait sublime de vertu républicaine est transmis par Héraut, représentant dans le Haut-Rhin. La convention décrète que chacun de ces seize peres de famille, de Sauffure, recevra, aux frais de la patrie, un uniforme national complet, avec l'équipement.

Sur le rapport du comité de division, la convention décrète que le département de Rhône & Loire, sera divisé en deux départements, celui de la Loire & celui du Rhône ; le premier comprendra les districts de Roanne, de Montbrison & de Saint-Etienne ; & l'autre ceux de Ville-Affranchie, de la campagne de Lyon & de Villefranche.

Séance du 1^{er}. frimaire.

On avoit annoncé, dans une séance précédente, que l'armée de la Moselle devoit s'ébranler dans tous les points ; aujourd'hui, la convention reçoit la nouvelle des premiers succès de ce mouvement général. Le représentant Hermann écrit de Saarbruck, le 28 brumaire, que la veille, à six heures du matin, le camp, placé sous cette ville, a été levé, pour avancer vers l'ennemi : mais, dès le milieu de la nuit, les Prussiens, instruits de nos préparatifs, avoient abandonné la position assez belle qu'ils occupoient sur la rive droite de la Sarre, & faisant retraite sur Saint-Imberg. Vers les dix heures, ils ont été atteints par une partie de nos troupes, ce qui les a forcés de quitter leur nouvelle position : ils n'ont pas cru devoir nous donner la peine de les débusquer de vive force de Saint-Imberg ; nous avons pris possession de cette ville le 28 au matin. Hermann ajoute dans sa dépêche que la colonne de Saar-Libre a aussi repoussé les Prussiens, & que celle de Sarguemines a dû faire son entrée à Bliescastel.

Nos troupes se sont eff. civement emparées de Bliescastel, car Soubrany & ses collègues, représentans par l'armée de la Moselle, dans une dépêche, datée de cette ville, annoncent que les Prussiens, forcés de se replier devant l'armée républicaine, sont actuellement à Limback, à deux lieues de Deux-Ponts.

Les représentans du peuple dans le département d'Indre & Loire, écrivent que des malveillans & des contre-révolutionnaires existent encore dans la ville de Tours. Dernièrement au spectacle, quelques-uns de ces royalistes osèrent crier : à bas le bonnet rouge ; & deux républicains furent forcés de quitter ce signe cher à tous les François. Il a donc été indispensable de prendre des mesures révolutionnaires. Le théâtre pollué par les cris séditieux de l'aristocratie, a été fermé : la guillotine a été mise en permanence, & la terreur est à l'ordre du jour dans cette cité.

Les prisons de Poitiers regorgent d'aristocrates & de gens suspects. Ingrand écrit, pour solliciter l'établissement d'un tribunal révolutionnaire dans cette commune. Ce représentant annonce qu'il fait passer au comité de sûreté générale une correspondance anti-révolutionnaire, découverte par la société populaire de Poitiers.

Boiffet de retour de sa mission dans le Midi, monte à la tribune, & dit : « L'un des conspirateurs que vous avez mis hors de la loi, s'écritoit, dans cette tribune : *Montagne, Marseille n'est plus à toi !* & moi, je vous dis : *Marseille est régénérée : le Midi ne respire que pour la montagne ; les modérés, les girondins & les fanatiques y sont écrasés.* Vive applaudissemens.

Lors de l'attaque de Granville par les rebelles, les habitans de Cancale & de Saint-Malo, informés du danger que couroit ce port, ont manifesté le plus grand zèle, & ont promptement envoyé des chaloupes canonnières chargées de munitions en tout genre, avec de braves canonniers marins. Les habitans de cette partie des côtes se sont montrés, en cette occasion, dignes d'être républicains ; leur zèle, leur ardeur présagent la prochaine destruction de tous les rebelles.

Une députation de la société républicaine de Cherbourg, admise à la barre, annonce que tous les citoyens de cette commune sont debout & brûlent de combattre pour la liberté. « Les brigands ont osé approcher de la Manche, dit l'orateur, ils y trouveront la mort ».

Les égoïstes commencent à comprendre que leur fortune repose sur la république ; croyant à toute minute voir à leur poursuite tous les comités révolutionnaires, ils s'empresent de déterrer leur or & leur argent, & s'estiment fort heureux qu'on veuille bien les recevoir en paiement de ce qu'ils doivent à l'état. Aujourd'hui l'on se battoit à la porte de la trésorerie, pour verser à l'emprunt volontaire, pour avoir des inscriptions sur le grand livre : aujourd'hui les assignats sont au pair avec le numéraire, leur crédit doit encore augmenter par l'emprunt forcé d'un milliard. Paris seul a déjà fourni à l'emprunt volontaire 38 à 40 millions, dont beaucoup de valeurs en especes. Il y a deux mois qu'il y avoit dans les caisses 65 millions en or & en argent ; la semaine dernière, le trésor a reçu 1500 mille liv. sonnantes ; l'on n'a pu évaluer encore les immenses richesses sacerdotales & aristocratiques qui affluent à la monnoie de toutes parts : de ci-devant receveurs généraux des finances ont offert en paiement des lingots, qui, sans doute provenoient d'especes fondues en contravention aux loix : ces lingots ont été confisqués. Une masse énorme de richesses métalliques, un gage surabondant pour nos assignats, une levée de 800 mille hommes par une seule réquisition, une fabrication journalière de mille fusils dans une seule commune de la république, tout le sol de la France fouillé pour la récolte du salpêtre ; que de sujets de réflexions pour nos ennemis ! Nous pouvons les anéantir, avant même de toucher à notre trésor ; & si la guerre est au dernier écu, qu'ils tremblent ! nous sommes en état d'acheter toute l'Europe. Puissances alliées, avez-vous besoin d'or & d'argent ? c'est en France que vous en trouverez...

Tel est l'extrait d'un rapport de Cambon, à la suite duquel ce membre a fait rendre un décret sur 53 articles, qui doit rendre à la nation plus de 1500 millions de valeurs aliénées, & dont nous donnerons demain les principales dispositions.

Pay. de l'hôtel-de-ville de Paris, six premiers mois 1793.
Toutes Lettres.